



# Rural'Seuca: Document de Synthèse

Rencontres de chercheurs, institutionnels et de la société civile  
autour des zones rurales et de l'agriculture en Roumanie



les 9, 10, 11 août 2010

Seuca, com Ganesti  
Jud Mures, Romania



European Forum on  
Nature Conservation  
and Pastoralism

Le Forum Européen pour la Protection de la Nature et du Pastoralisme est un réseau européen enregistré en Angleterre dont les objectifs se retrouvent autour:

- de la sensibilisation du lien entre certaines formes d'agriculture et des zones présentant une biodiversité importante, résumé par le terme de terres agricoles de Haute Valeur Naturelle (HNV)
- de la sensibilisation des interactions socio-économiques et culturelles comme des facteurs clefs de la survie et de la création d'un futur pour les terres agricoles HNV
- encourager la mise en réseau et le dialogue pour renforcer cette sensibilisation, plus spécilaement entre acteurs qui avaient auparavant des difficultés à trouver des fondements communs

# Table des matières

<b>Remerciements</b>	<b>4</b>
<b>Résumé</b>	<b>5</b>
<b>Présentation de Rural'Est</b>	<b>6</b>
<b>Personnes de contact/organiseurs</b>	<b>7</b>
<b>Fondements des rencontres</b>	<b>8</b>
<b>Rural'Seuca: rappel des objectifs spécifiques</b>	<b>9</b>
<b>Programme Lundi 9 Aout</b>	<b>10</b>
<b>Programme Mardi 10 Aout</b>	<b>11</b>
<b>Programme Mercredi 11 Aout</b>	<b>12</b>
<b>Présentation de la commune d'accueil et des visites de terrain</b>	<b>13</b>
<b>Recherche: qui fait quoi? Quelles` demandes?</b>	<b>14</b>
<b>ONG: quelles problématiques communes?</b>	<b>16</b>
<b>Aides d'état: quels apports et quelles idées pour la Roumanie</b>	<b>17</b>
<b>PAC post 2013: enjeux et positionnements des participants</b>	<b>19</b>
<b>Mini enquête marché</b>	<b>22</b>
<b>Evaluation du séminaire</b>	<b>23</b>
<b>Quelques citations des participants à propos du séminaire</b>	<b>24</b>
<b>Annexe: Présentation des participants</b>	<b>25</b>



# Remerciements

Les activités roumaines de Rural'Est ont aussi comme objectif la création de capital social entre les personnes engagées dans différentes institutions travaillant autour du développement rural.

Rural Seuca a d'ailleurs été possible grâce aux premières relations qui avaient été établies lors du « Think Tank Saschiz ».

Ces rencontres n'auraient pas non plus été possibles sans nos partenaires que nous tenons à remercier ici. Tout d'abord tous les participants à l'évènement mais aussi ceux qui n'ont pas pu venir et qui nous soutiennent de façon continue.

Nous tenons particulièrement à remercier l'EFNCP<sup>1</sup> et Nathalie (-)) pour leur soutien financier,

Hansi pour l'accueil dans ses murs, Piri pour la logistique alimentaire et les chatons pour l'animation des pauses.

---

1 L'EFNCP (European Forum for Nature Conservation and Pastoralism) est une organisation fondée en 1987 et dédiée à la promotion de la biodiversité européenne créée par les petites exploitations. L'association a eu un rôle majeur dans la création et la promotion de la notion de 'HVN' (Haute Valeur Naturelle) dans les politiques européennes. Pour plus d'informations, voir [www.efncp.org](http://www.efncp.org)

# Résumé

Entre le 9 et 11 août 2010, une rencontre s'est déroulée sur 3 jours autour de la PAC post 2013 dans le village de Seuca (commune de Ganesti, judet de Mures) en Roumanie. Les participants provenaient du monde universitaire, des ONG, des représentants institutionnels, des membres d'organisations de développement mais aussi 5 agriculteurs de la région. 'Rural Seuca' a été la seconde rencontre organisée en Roumanie par l'organisation française Rural'Est, elle-même créée en 2007 par deux doctorantes françaises pour faciliter les échanges autour de la recherche sur les zones rurales dans les Nouveaux Etats Membres de l'Union européenne; pour cristalliser les points communs (et les différences fondamentales) entre ces pays, et pour augmenter les relations entre les universitaires et la société civile dans ces régions. Pour plus d'informations voir: [www.ruralest.eu](http://www.ruralest.eu)

Avec les mêmes objectifs, Rural Seuca a proposé trois axes de travail appartenant aux réflexions sur la réforme de la PAC post-2013 : les besoins de recherche des décideurs et des ONG; les informations nécessaires aux agriculteurs ; et des recommandations pour la prochaine PAC, avec un regard accru sur les spécificités roumaines pour ces thèmes. Ces trois thèmes ont été approché par une combinaison de présentations, de débats et de visites de terrain, y compris une matinée d'enquête auprès des vendeurs du marché, pour la plupart des petits producteurs à qui nous avons pu échanger sur leurs besoins en information .

Ce document est une synthèse des échanges qui ont eu lieu lors de Rural'Seuca, comprenant en outre, des résumés des présentations et les liens vers les versions exhaustives, mais aussi des comptes rendus des discussions et des recommandations politiques. Par ailleurs, ce document présente aussi une pré-proposition pour un Observatoire du développement rural roumain, dans une forme plus ou moins similaire à celui qui a été créé récemment en France; une discussion sur la possibilité d'utiliser les aides d'Etat pour financer les plus petites exploitations roumaines et une comparaison entre les positions de la France et de la Roumanie face à la réforme de la PAC. Nous présentons aussi les toutes premières analyses de l'enquête de terrain au marché de Târnaveni.

Marie-Luce Ghib et Krystyna Larkham, Rural'Est



# Présentation de Rural'Est

Rural'Est<sup>1</sup> est un groupe informel de chercheurs consacrant leurs travaux aux évolutions agricoles et rurales dans les pays d'Europe Centrale et Orientale. Il regroupe actuellement des chercheurs issus de différentes disciplines : économistes, sociologues, anthropologues, agronomes, sciences politiques.

Ce groupe est né en 2007 de la rencontre entre plusieurs doctorants souhaitant échanger sur leurs travaux. Après avoir créé une plate-forme Internet permettant échanges de documents et débats thématiques en ligne, ces jeunes chercheurs ont souhaité organiser une première journée de travail afin de dresser un état de l'art et des travaux de terrain les plus récents autour de la notion de «

Transition » agricole et rurale et de ses diverses interprétations (notamment critiques) à l'Est. Une vingtaine de chercheurs (tant débutants que confirmés) francophones issus de France, Royaume Uni, Pologne, Roumanie, République Tchèque ont pris part à cette journée. Cette première rencontre, organisée en décembre 2008, a permis de cristalliser un noyau actif de chercheurs engagés dans l'animation de ce nouveau réseau.



En novembre 2009, ce groupe a initié deux jours de rencontres internationales à Varsovie sous forme d'un colloque, intitulé « Le développement durable de l'agriculture et des zones rurales dans l'Europe élargie », avec l'appui actif de l'IERGZ (Institut d'Economie Agricole et Alimentaire) à Varsovie, et financé par la Mission des Relation Internationales de l'INRA, le Ministère français de l'enseignement supérieur et de la recherche (programme PARCECO) et l'Ambassade de France en Pologne. Ce colloque a permis à de jeunes chercheurs tant d'Europe de l'Est (Pologne, République Tchèque, Roumanie, Hongrie) que de l'Ouest (France, Royaume Uni) de présenter leurs travaux, lors de sessions discutée par des chercheurs seniors français et polonais. Il s'est clôturé par une table ronde intitulée « Quelle PAC 2013 pour les nouveaux pays membres », au cours de laquelle se sont exprimés, outre des chercheurs français reconnus, le directeur de l'IERGZ et le vice-ministre de l'agriculture polonais.

Une semaine plus tard ont eu lieu les rencontres de Saschiz en Roumanie organisé par un sous groupe de Rural'Est travaillant plus particulièrement sur ce pays. Les trois jours de workshop ont été ciblés sur la question des petites exploitations roumaines, leur insertion au milieu rural et surtout sur les interactions entre politiques nationales et européennes et population adoptant des systèmes productifs de subsistance ou semi-subsistance. 25 personnes du milieu de la recherche (Roumanie, France, Royaume Uni), de l'administration et de la société civile ont participé à ces journées.

En 2010, ce groupe a pris en charge la préparation d'un numéro double de la revue *Economie Rurale* intitulé « 20 ans de transition agricole et rurale à l'Est : quels enseignements ? », à paraître fin 2010.



## Personnes de contact/organisateur



**Marie-Luce Ghib** est une doctorante française, dont la thèse est accueillie au CESAER (UMR INRA Agrosup Dijon), à Dijon. Sa thèse est co-dirigée par 3 professeurs: Jean-Pierre Boinon et Marielle Berriet Sollic (professeurs à Agrosup Dijon) pour la partie française et Acad. Paun Ion Otiman pour la Roumanie (Académicien, secrétaire de l'Académie roumaine, directeur de l'Institut d'Economie Agraire de Bucarest et professeur à l'USAMV du Banat à Timisoara). Sa thèse s'attache sur la question des transformations des structures agricoles dans les PECO et plus spécifiquement en Roumanie, avec des outils renouvelés à partir notamment des données nouvellement disponibles du recensement général en 2002 et l'enquête structure de 2005. Elle est financée par le ministère de l'agriculture français en tant que fonctionnaire en formation complémentaire par la recherche.

Avant de commencer sa thèse, Marie-Luce avait une formation d'ingénieur agronome (Bac+5) et a poursuivi par une double formation : un post-Master en tant qu'IGREF (Ingénieur du Génie Rural / des Ponts, des Eaux et Forêts) à Agroparistech et un Master 2 Recherche intitulé « Economie et Gouvernance des Territoires » à l'Université de Bourgogne. Marie-Luce a d'ores et déjà présenté de nombreux papiers et posters à des workshop et conférences et a effectué une présentation au cours de la rencontre intitulée: « *Renforcer le partenariat France – Roumanie entre acteurs du développement rural impliqués dans la mise en œuvre de stratégies de développement local* ». Cette rencontre a eu lieu à Cluj Napoca les 24-26 Juin 2010.



**Krystyna Larkham** est une doctorante anglaise dans le Centre de Politiques Environnementales de l'Imperial College à Londres, sous la direction des Drs Clive Potter et Jon Knight. Elle a une bourse co-financée par le NERC et l'ESRC, qui financent un travail interdisciplinaire entre science sociales et naturelles. Ainsi, le sujet de son doctorat a trait aux formes de successions des exploitations familiales et les impacts sur la biodiversité dans les villages Saxons de Transylvanie en utilisant une méthodologie qui tient aussi bien de la Sociologie et de l'Ecologie. Elle a une maîtrise en Sciences naturelles (Plant Sciences) de l'Université de Cambridge (2:1), et un Master of Science en Technologie Environnementale spécialisée en management de l'Écologie à l'Imperial College (avec mention). Elle a été aussi soutenue dans son travail par la Fondation ADEPT, avec qui elle travaille à Saschiz, et à travers ce travail elle a découvert la pratique du développement rural. Plus récemment elle a été invitée à participer à un séminaire à Lviv, en Ukraine, dans le but de développer

un projet interdisciplinaire et inter Universités pour examiner l'agriculture de subsistance dans les Carpates Ukrainiennes et Roumaines sous le titre « *Les communautés comme producteurs de biens et de services pour les écosystèmes* ».

Pour plus d'informations concernant le Think Tank Saschiz, Rural'Seuca, Rural'Est ou les autres organisations mentionnées dans ce document, vous pouvez contacter Marie-Luce Ghib or Krystyna Larkham:

### Marie-Luce Ghib

Centre d'Economie et de Sociologie appliquées à l'Agriculture et aux Espaces Ruraux  
26 Boulevard du Dr Petitjean - BP 87999  
F-21079 Dijon Cedex  
Tel : (33)-(0)3-80-77-23-04  
Mobile (33)-(0)6-71-88-85-16  
Fax : (33)-(0)3-80-77-25-71  
mlghib@enesad.inra.fr

### Krystyna Larkham

Centre for Environmental Policy  
Imperial College, London  
South Kensington Campus, London SW7 2AZ  
Telephone +44 7719 365297

krystynalarkham@googlemail.com

# Fondements des rencontres

## Présentation de la problématique

Le développement rural en Roumanie (et dans le reste de l'Europe de l'Est) est régionalement et institutionnellement inégal, avec peu de communication entre les acteurs pertinents et les preneurs de décisions (ONG, Ministères de l'agriculture et de l'Environnement, l'industrie agroalimentaire, les agriculteurs et les universitaires etc.). Quand la communication existe, elle est le plus souvent verticale, directement du politique à quelques intéressés ou alors, lorsqu'elle est horizontale le rayon de diffusion est très faible. Cela tend à l'inefficience et l'inégalité de développement de zones rurales avec des acteurs (aussi bien ONG que gouvernement locaux) qui doivent continuellement réinventer la roue. Le plus important est que la forte concentration d'ONG combinée avec l'histoire géopolitique de la Roumanie a pour résultat que la Transylvanie est bien plus développée que les régions de Moldavie et de Valachie. Ceci a un impact sur des facteurs tels que la dépopulation rurale et les migrations internes des travailleurs en plus de l'inconvénient que sont les inégalités dans les rythmes de développement régionaux.

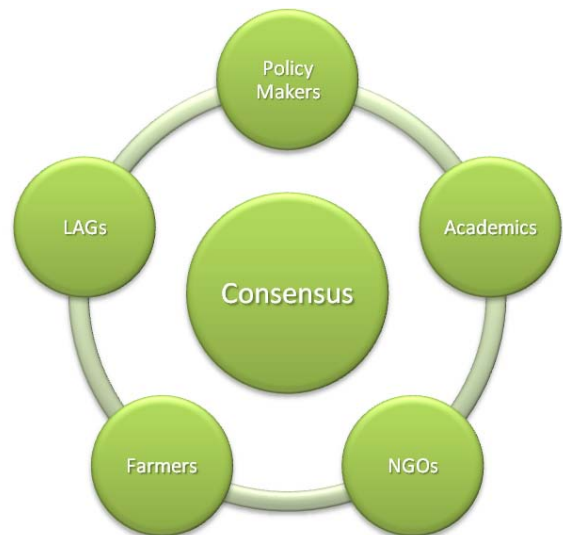
Les connaissances et les expertises pouvant permettre de résoudre ces problèmes existent pourtant bien en Roumanie, mais les transferts d'information sont inefficients entre les institutions, plus particulièrement entre les mondes académique et politique, entre ONG, entre ONG et gouvernement et enfin entre régions elles-mêmes.

Ce problème est bien connu et a été abordé au niveau européen avec la création du Réseau Européen pour le Développement Rural. Cependant ce réseau n'est pas encore en activité en Roumanie et nous pensons que ce manque de communication doit être résolu immédiatement, d'où la mise en place de la rencontre de Saschiz et de Seuca.

## Objectifs généraux

Augmenter l'efficacité et stimuler les innovations dans le développement rural roumain en facilitant les flux d'information verticaux et horizontaux entre acteurs et décideurs.

- Créer des opportunités de communication non-institutionnelle entre acteurs et décideurs
- Construire du capital social dans le domaine du développement rural
- Faciliter les transferts d'information est/ouest en ce qui concerne les innovations et les bonnes pratiques pour le développement rural
- Identifier des modèles de bonnes pratiques en faveur du développement rural (par exemple projets des ONG ou innovation des industries agro-alimentaires)
- Créer un consensus entre ces acteurs et décideurs en ce qui concerne les besoins pour le développement des zones rurales en Roumanie : futures directions, travaux de prospectives et stratégies cohérentes
- Communiquer sur les points précédents aussi bien auprès des politiques que du public en général
- De plus, le séminaire se tenant dans une zone rurale, il permet les visites de terrain mais aussi que tout l'argent investi aille à la communauté locale et que des agriculteurs soient impliqués





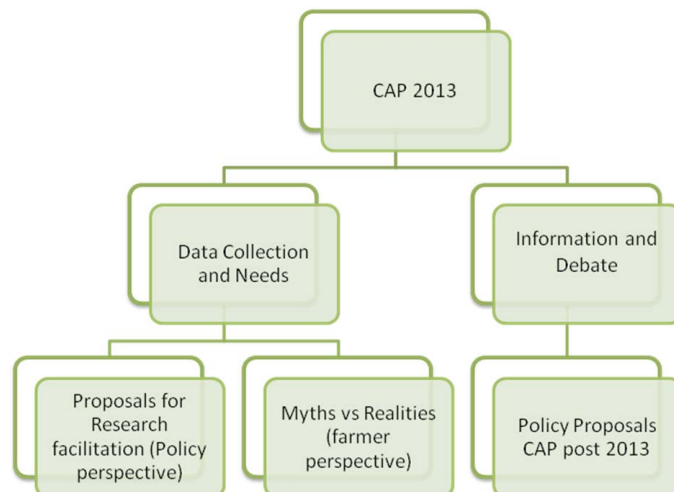
# Rural'Seuca: rappel des objectifs spécifiques

Du nom du village d'accueil dans le département de Mures, Rural' Seuca était le deuxième séminaire de Rural'Est ([www.ruralest.eu](http://www.ruralest.eu)) décentralisé en Roumanie. Comme la rencontre précédente, ce séminaire avait pour but d'ouvrir le dialogue entre différents acteurs travaillant autour de l'agriculture et du développement rural en Roumanie: chercheurs, administratifs et institutionnels et société civile.

Les rencontres ont été principalement axées autour de la réforme en cours de la PAC mais d'autres échanges ont pu se mettre en place sur des problématiques communes.

Durant 3 jours, du 9 au 11 août, les échanges ont eu pour objectif :

- d'informer sur les recherches récentes dans le domaine agricole;
- de faire émerger les besoins en termes de recherche et d'accès à l'information agricole (de la part des administrations et des ONG);
- de présenter de façon pédagogique les différentes positions sur le futur de la PAC;
- de faire émerger des idées de politiques publiques agricoles à intégrer à la PAC ou au système des aides d'État.



Ces objectifs ont été réalisés pendant les trois jours avec un programme divisé entre présentations de nouvelles informations, des discussions en groupe, une visite de terrain et des activités agricoles: visite du marché de producteur de Târnaveni, de la bergerie d'estive, d'un lac salé et fauche du foin à la faux. Nous vous renvoyons au schéma ci-dessous qui présente les moyens mis en œuvre pour atteindre les résultats visés.



# Programme Lundi 9 Août

*Présentation de la PAC post 2013 et des résultats de recherche récents sur l'agriculture et les zones rurales en Roumanie.*

09.00	Ouverture et introductions <ul style="list-style-type: none"><li>• Présentation de Rural'Est</li><li>• Présentation des séminaires précédents, (Transition, Think Tank Saschiz)</li><li>• Objectifs du séminaire</li></ul>
10.30	Pause café
	Présentation de la PAC post 2013: différentes perspectives <ul style="list-style-type: none"><li>• Marie-Luce Ghib</li><li>• Phillipe Barret</li><li>• Nat Page (retour de la conférence de Bruxelles du 19 et 20 juillet)</li></ul>
12.00	Discussions et questions
13.00	Repas
14.00	Tour des recherches en cours <ul style="list-style-type: none"><li>• Uiversitaire</li><li>• Représentants institutionnels</li><li>• ONG</li></ul>
15.00	Discussion, et café
17.30	Visite de terrain: de Seuca à Deleni – Estive et lac salé
20.00	Dîner



# Programme Mardi 10 Août

*Ateliers sur les problèmes qui entourent la recherche : collecte et stockage de données. Présentation d'une possibilité de les gérer et préparation des exercices de recherche.*

08.00	Petit Déjeuner et fauche du foin optionnelle
09.00	Ouverture
09.30	Présentation: Les problèmes de la recherche Marie-Luce Ghib.
10.00	Débats: Présentation des principaux obstacles (y compris pause café) <ul style="list-style-type: none"><li>• De quel type d'informations ont besoin les ONG et le gouvernement?</li><li>• Quelles sont les contraintes qui persistent?</li><li>• Comment mieux communiquer avec le monde universitaire pour atteindre ces buts?</li><li>• Question de la manipulation des données et de leur stockage</li><li>• Observatoire de Recherche- partage d'informations</li><li>• Le danger des hypothèses- mythes vs. réalités</li></ul>
12.30	Conclusions
13.00	Repas
14.00	Les aides d'Etat dans l'UE et comparaisons Présentation de Gilles Datcharry <ul style="list-style-type: none"><li>• Quel est le cadre législatif de leur mise en place?</li><li>• Qu'est-ce que les autre pays ont mis en place?</li><li>• Qu'est ce qui est réalisable en Roumanie?</li></ul>
14.30	Discussions
15.30	Café
16.00	Présentation: 'Petits producteurs en Roumanie: Mythes vs. Réalités' et préparation du questionnaire Monica Tudor et Cornelia Alboiu <ul style="list-style-type: none"><li>• Introduction au thème 'mythes vs. réalités'</li><li>• Préparation de la visite du lendemain au marché</li><li>• Rédaction de questionnaire de terrain – bonnes pratiques</li></ul>
16.30	Travaux de groupe: Création du questionnaire et comparaison des aides d'Etat
18.30	Fin
20.00	Soirée repas à Butoiul Sasului, Ganesti. Dégustation de vin optionnelle



# Programme Mercredi 11 Août

*Exercices de recherche, travaux de groupes et présentation des résultats*

08.00	Recherche sur le marché en groupe
10.30	Café Présentation sur la PAC post-2013 Emmanuelle Thonnat Division en groupes de travail Groupe 1: Première analyse des résultats d'enquête et développement du papier 'Mythes vs. Réalités'. Groupe 2: PAC post 2013- Attentes en termes de politiques et recommandations
12.00	Repas travaillé
14.00	Présentations et questions
16.00	Discussions sur des travaux futurs et papiers
18.30	Fin



# Présentation de la commune d'accueil et des visites de terrain

Le séminaire a eu lieu dans le village de Seuca sur la commune de Ganesti dans le Judet de Mures.

Cette courte présentation du village permettra au lecteur de comprendre l'image qu'ont eue les participants sous les yeux lors des trois jours de séminaires.

Le séminaire a eu lieu dans un ancien restaurant du village, servant aujourd'hui uniquement aux mariages et baptêmes. Les participants étaient logés dans les bâtiments de la paroisse catholique qui accueille habituellement les pèlerins qui viennent voir une femme ayant eu une apparition de la vierge. La nourriture fournie lors du séminaire était presque exclusivement en provenance du village ou du marché de producteur de la ville voisine Târnaveni.

Le village de Seuca se trouve dans une zone périurbaine du fait de sa proximité avec la ville de Târnaveni (30 000 habitants). Il compte 1400 habitants (738 hongrois, 445 roumains, 119 tsiganes et 2 sasi).

L'agriculture familiale n'y est plus beaucoup développée en dehors des lopins familiaux. La proximité de la ville et la possibilité de trouver des emplois alternatifs à l'agriculture l'explique ne partie mais c'est aussi du fait de la présence d'un entrepreneur agricole. La plupart des terres extravilans (terres hors du village préférées pour les cultures céréalières) sont louées à Kodagro ([www.kodagro.fr](http://www.kodagro.fr)) entreprise agricole de 500 à 600 ha à 90% en location, détenue par M Kosa, ancien directeur de la ferme d'Etat qui était présente sur la commune jusqu'à la fin des années 1990. Le village compte en outre une ferme de bovin lait, ancienne CAP reprise par un privé.

Le nombre de bovins et de chevaux a connu la même évolution qu'au niveau national avec une forte diminution ces dernières années. Le troupeau gardé en commun sur les pâtures communales compte aujourd'hui moins de 100 bêtes alors qu'il y en avait encore plus de 150 il y a 5 ans. On ne compte plus que 11 chevaux pour les travaux des champs.

Le nombre de détenteurs de tracteurs a peu évolué mais ils ont investi et ont plus de capacité de travail. L'entrepreneur ayant eu un financement SAPARD pour l'achat de tracteur pratique lui aussi la prestation de service pour les travaux agricoles courants (labour, semis, herbicides et récolte).

Nous avons visité dès le premier jour une estive située à moins de 5 km du village en remontant la vallée. Iancu, le propriétaire de la majeure partie des moutons nous a accueilli. Il garde son propre troupeau plus une partie de ceux des villageois et d'un autre berger avec qui il partage le travail et les revenus de la vente des fromages. Il vend ses fromages sur le marché voisin de Târnaveni, le reste de la production allant aux propriétaires des animaux. Il a reçu les subventions à l'hectare pour la première année seulement mais cela lui a permis d'autofinancer la construction en dure d'un abri pour l'hiver pour ses moutons, ainsi qu'un bâtiment pour le logement des aides bergers et un pour la transformation du fromage. Il est relativement satisfait de son activité, il pense qu'elle est moins rentable que sous la période communiste mais il préfère cette activité là à une autre. Il avait arrêté deux ans ce métier puis l'a ensuite repris. Il souhaite qu'un de ses enfants reprenne mais il n'y croit guère.

Sur la route de l'estive, nous avons aussi pu voir un lac salé non exploité, c'est à dire qu'il est à l'état naturel et bénéficie aux villageois et retraités de la ville voisine. Il n'est pas très clair si des installations vont être mise en place ou pas.



## Recherche: qui fait quoi? Quelles` demandes?

Cette rubrique s'est ouverte sur le constat d'une absence de plateforme roumaine sur les recherches menées. Comme pour les données statistiques, les résultats de recherche sont difficilement connus.

La présentation par plusieurs chercheurs de leurs recherches récentes et de leurs outils permettra de trouver plus facilement des informations pertinentes dans le domaine agricole.

La discussion a permis de faire émerger un besoin important de centralisation des données, les résultats de recherche disponible et l'information agricole et rurale en générale, mais aussi de mettre en relation les données et les ONG susceptibles de les utiliser, notamment les GAL, ce qui nécessite notamment un travail de vulgarisation. Ce travail pourrait être porté par le Réseau rural roumain, lorsqu'il aura été créé. Une démarche similaire existe en France (sans le travail de vulgarisation associé) à travers l'Observatoire du Développement Rural (<http://esrcarto.supagro.inra.fr>), basé sur une initiative de l'INRA.

Le portail d'information économique agricole Agronet ([www.preturi-agronet.ro](http://www.preturi-agronet.ro)), les portails plus généralistes [www.precob.eu](http://www.precob.eu) et [www.balcanicaucaso.org](http://www.balcanicaucaso.org) menés par l'Université de Bologne ont été présentés comme des lieux ressources sur lesquels consulter de l'information (et en déposer pour les derniers).

La FDSC (Fundatia pentru Dezvoltarea Societatii Civile, [www.fdsc.ro](http://www.fdsc.ro)) a aussi été présentée comme une ONG disposant d'une vaste base de données sur les ONG présentes en Roumanie ainsi que les subventions et formations à destinations de ces dernières.

Nom	Institution	sujet/projet de recherche
Lucian Luca	IEA, Bucarest	Recherche sur les acquisitions de terres agricoles par des étrangers, qui montrer que près de 30% des terres agricoles de Timis et 20% des terres agricoles de Caras Severin sont détenues par des étrangers. Ces taux sont faibles dans les autres départements (avec un maximum de 5% dans le nord-est du pays).
Monica Tudor	IEA, Académie roumaine	Projet de recherche dans les montagnes de Hateg, judet Hunedoara sur le développement durable Migration- internal and international
Cornelia Alboiu	IEA	Observation et consolidation au niveau national de données sur le prix du blé, des fruits et de légumes <a href="http://www.preturi-agronet.ro">www.preturi-agronet.ro</a> Milk data
Camelia Gavrilesu et Camelia Toma	IEA	En cours, analyse des exploitations roumaines au travers de indicateur de développement durable IDEA
Mirela Stanciu et Amalia Pavelescu	Université Lucian Blaga, Sibiu	Productivité des ovins autour de Sibiu, questions relatives à la transhumance Agro-tourisme, tourisme autour du Transfagarasan et valorisation des ressources locales (fruit et champignons) dans les montagnes autour de Sibiu.
Francesca Regoli	Université de Bologne	<a href="http://www.precob.eu">www.precob.eu</a> : Portal on Central Eastern and Balkan Europe "South-East exposure to Grece in 2010" "Romania macroeconomic update" Lots of articles for free <a href="http://www.balcanicaucaso.org">www.balcanicaucaso.org</a> Other portal with information about the region (and wider)

Nom	Institution	sujet/projet de recherche
Silviu Totalecan	Academy Cluj	Zones peri-urbaines autour de Cluj « rurban » .Tendance de développement en lien avec l'implantation de multinationales et de question de multifonctionnalité.
Krystyna Larkham / ADEPT	ADEPT, Saschiz, Jud Mures	Faune et flore, indicateurs HNV. le tout corrélé avec Natura 2000. Indicateurs sociaux et de données socio-économiques de base.
Focus Eco Center		Données écologiques sur les zones humides
Marie-Luce Ghib	CESAER, Dijon, France	Page perso : Prod Inra Pour les économistes et sociologues ruraux francophone: SFER Economie Rurale/ le CIRAD publie aussi beaucoup de travaux ayant trait aux questions agricoles dans les pays en voie de développement
IAMO	IAMO, Allemagne	Centre de recherche allemand qui est très orienté sur les pays de l'Est. En cours, une étude sur le programme LEADER en Roumanie. Participation au programme de recherche européen SCARLED dont la Roumanie faisait partie (Université du Banat à Timisoara).
Gilles Datcharry	Ministère de l'agriculture, Bucarest	Recherche sur l'apiculture en cour. La Roumanie doit renvoyer une nouvelle version de on programme national pour l'apiculture. Il y a aussi un étudiant français qui termine un rapport sur l'apiculture biologique et sur les réseaux de distribution interne et externe.

Le besoin en recherche des associations et des décideurs publics:

- toute donnée et une bonne donnée!
- listes actualisées des données disponibles (même contre paiement) sur la Roumanie
- une coopération intégrée entre chercheurs et associations, essayer d'utiliser un langage commun (vulgarisation et formations pour les associations pour comprendre le langage scientifique)
- besoins spécifiques de données pour se défendre contres des projets ayant un impact négatif sur l'environnement
- échanges sur les bonnes pratiques entre associations
- création d'indicateurs sur le paysage

Ces discussions ont permis de soulever la question de la relation entre chercheurs et associations et le besoin de trouver des solutions « gagnant gagnant ». Possibilité de rémunérer les données ou alors d'avoir des échanges en amont ou aval pour compenser. On a rappelé aussi la possibilité d'accueillir des étudiants stagiaires pour les faire travailler sur certains travaux de recherche précis pour les ONG.

Le groupe Rural'Est lancera dans les mois à venir un 'groupe de travail' pour formaliser notre proposition de Réseau de développement rural pour un observatoire de recherche rural en Roumanie.

## ONG: quelles problématiques communes?

Les associations présentes ont pu échanger sur les différentes problématiques qu'elles rencontrent, dans leur rapport à la recherche.

Elles se trouvent souvent démunies face à des besoins de recherche ou d'évaluation de leur action. Plusieurs d'entre elles disent avoir fait appel à des étudiants en stage mais se trouvent parfois en difficulté dans la gestion quotidienne de ces étudiants (logement, traduction, accompagnement, cadrage du sujet...). Il a été soumis l'idée d'une formation commune pour ces associations pour permettre un meilleur accueil des stagiaires.

Une présentation des chambres d'agriculture a aussi été réalisée du fait que certaines associations pourraient devenir des acteurs de ces nouvelles institutions. Gilles Datcharry a rappelé le mode de mise en place, et l'avancée législative des textes. La sélection se fera au niveau local régional et national, sauf qu'il a été mis des restrictions sur les cumuls que certains déplorent. Il ne sera en effet pas possible d'être élu local et régional et de la même façon pour l'échelon national. De plus, il est demandé au membre un niveau d'éducation supérieur ce qui limite une partie des candidatures alors qu'il y aura un besoin important de candidats, au moins au début de la mise en place. Certains redoutent le cumul de mandat des notables locaux, comme c'est par exemple le cas en Hargita. Une autre discussion en cours a inquiété les participants: il est dit qu'en Roumanie il ne peut y avoir de financement public pour des organisations non gouvernementales, ce qui pose la question du financement de ces nouvelles structures. En France c'est une partie de la taxe sur la propriété foncière qui finance ces institutions. Enfin, un participant pose la question de regrouper dans ce cas chambre de commerce, industrie et agriculture pour permettre plus de fluidité entre les activités.





# Aides d'état: quels apports et quelles idées pour la Roumanie

Les aides d'état apparaissent comme un réservoir d'idées mutualisées entre pays membres mais aussi pour la politique agricole commune. A l'image de Leader, leur construction plus proche des citoyens en fait des mesures à un caractère plus ascendant.



## Présentation de Gilles Datcharry<sup>1</sup>

Le travail sur les aides d'État a été précédé par une présentation détaillée de ces systèmes d'intervention publique dans les pays membres de l'Union. En effet, la Roumanie avait eu une dérogation jusqu'à la fin 2009 et l'année 2010 voit apparaître les premières aides d'Etat dans le cadre du règlement. Cette présentation était d'autant plus importante que nous avons pu faire la part des responsabilités budgétaires et des responsabilités législatives réelles dans le retard de ces formes de soutien.

Le principe général de ces aides est : « One CAP to rule them all ( and in the darkness behind them) ». Gilles a tenté de traduire ici la complexité régissant les aides d'Etat.

Par principe, le traité pose qu'il ne devrait pas y avoir d'aides d'État pour ne pas faire de distorsion entre États ou régions, c'est pourquoi il devrait y avoir notification à la Commission européenne de toute aide d'état.

Le credo principal étant qu'il ne doit pas y avoir de distorsion de concurrence, il est très important en Roumanie de se rendre compte que l'on pourrait défendre des aides d'Etat ciblées sur les petites exploitations en prouvant qu'elles ne jouent pas sur le marché européen. On serait alors relative-

ment libre d'intervenir sur ce type de structure.

Un second principe associé à ces aides est lié à la transparence de ce qui est financé, d'où l'impossibilité de financer des remboursements relevant du rôle des assurances (hors situation de catastrophe naturelle) par exemple, alors qu'il est possible de financer des polices d'assurances (le coût des polices d'assurance est connu à l'avance, donc l'aide est transparente).

Enfin, le régime des aides d'Etat est bien sûr inclus dans le cadre des règles des négociations à l'OMC (ou des risques de panel) et doivent aussi à ce titre être notifiées.

Un nouveau cadre a été mis en place en 2006 concernant ce type d'aide. Il nous faut aussi rappeler que le cofinancement du 2nd pilier est aussi une forme d'aide d'État. Tout devrait être notifié à l'exception des exemptions pour les petites et les moyennes entreprises. Dans la pratique, on fait des notifications informelles pour être sûr de ne pas se tromper (et parce que la Commission veut s'assurer que les aides mentionnées rentrent effectivement dans le cadre des aides qu'il n'est pas nécessaire de notifier !).

Des aides typiquement légales: couverture des coûts de production exceptionnels (incident, ou mise en place d'une norme plus dure que demandée par la législation)

des aides typiquement illégales: couverture des coûts courants (énergie pour l'irrigation).

Il existe aussi la règle de minimis qui permet plus de flexibilité. Pour la Roumanie cela représente 100 Millions d'euros soit 7500€/fermes sur 3 ans (ou 15 000 euros dans le cadre exceptionnel de la crise).

<sup>1</sup> <http://ddata.over-blog.com/xxxyyy/3/61/24/65/ruralseuca/doc-de-synthese/Presentation-on-state-aids-1-.pdf>

Par ailleurs la recherche peut aussi être financée sans notification. Il y a là aussi une grande marge de manœuvre pour la Roumanie.

La Roumanie ayant vu sa période dérogatoire se terminer fin 2009, elle rentre depuis début 2010 dans ce type de procédure. Le processus est en cours mais a été ralenti par la nécessité pour la Roumanie de transcrire cette nouvelle réglementation en loi de droit roumain, alors que cela ne devrait pas être nécessaire du point de vue du droit (un règlement européen a force de loi et nécessite pas, juridiquement de transcription en droit national, contrairement à une directive).

Depuis début 2010 et relativement récemment en réalité, les mesures suivantes ont été mises en œuvre:

- Bien être animal (62 Millions RON)
- Prise en charge des cadavres animaux (2 M RON)
- Aides d'état pour le fuel agricole (275M de RON)
- Paiement des primes d'assurances (22 M de RON)
- Agriculture biologique (3 M € ou RON?)
- Secteur du lait
- Crédit

Pour le crédit, la Roumanie pourrait encore subventionner les taux d'intérêts pour atteindre les 8% sans notifier (actuellement les taux sont de l'ordre de 20%).

### Exercice de Benchmarking

Cette introduction a été suivie par un petit exercice de comparaison des aides d'état (et régionales) existantes dans les différents pays de l'Union Européenne. Nous avons parcouru aussi bien les aides d'Etat les plus récentes, tous pays confondus mais aussi les aides d'Etat de pays particulier ayant des caractéristiques a priori pouvant être communes avec la Roumanie: Portugal, Grèce, Italie, Hongrie, France, Pologne... Les discussions qui en ont suivi ont été riches et on fait ressortir plusieurs pistes jugées intéressantes pour la Roumanie:

- une aide aux entreprises de transformation pour la collecte des produits agricoles dans les petites structures agricoles, de façon à compenser partiellement les pertes de compétitivité liées aux infrastructures de transport insuffisantes et au manque de regroupement des petites exploitations de semi-subsistance;
- une aide favorisant l'arrêt de l'activité agricole, destinée à remplacer une aide sur la rente viagère, supprimée en 2010 (à comparer à celle mise en place en février par la Finlande)
- une aide sur la coopération entre fermiers, qui pourrait être vue comme une alternative aux modèles associatifs classiques et palier le manque de support technique en attendant la restructuration du réseau public de consultance agricole (voir cas des aides d'Etat grecques en 2000);
- une aide au crédit ciblée pour le micro crédit et le crédit à l'acquisition de matériel agricole à traction animale;
- une aide à la promotion de services à la ferme (type 311??), dans le but de compléter la mesure 312 du PDRN;
- une aide pour les activités de transformation mobiles, et en particulier pour les activités d'abattage ou de découpe, mobiles, limitée à un faible nombre d'animaux.
- une aide à l'utilisation de combustible renouvelable.

# PAC post 2013: enjeux et positionnements des participants

## Présentation Emmanuelle Thonnat<sup>2</sup>

Après avoir présenté le contexte de la mise en place de cette nouvelle réforme, Emmanuelle nous a rappelé les objectifs communs retenus par les citoyens européens:

- Sécurité alimentaire (nourrir 500 millions de européens et contribuer au défi alimentaire mondial)
- Qualité, diversité et sûreté (promotion d'un modèle européen) à des prix abordables
- Croissance durable et dynamisme des zones rurales
- Lutte contre le changement climatique
- Protection des ressources naturelles, et management des territoires

Emmanuelle a ensuite repris les raisons d'une intervention publique en agriculture mais aussi les raisons d'une politique commune entre les Etats de l'Union européenne. Les défis que portera cette réforme ont été aussi rappelés avec en première place la prise en compte de la diversité des 27 Etats membres mais aussi la nécessité de rendre l'utilisation des fonds toujours plus efficiente, notamment en articulation avec les autres formes d'intervention publique et enfin de prendre en compte les nouveaux défis qui apparaissent (réchauffement climatique, biodiversité...).

La position roumaine a particulièrement été présentée aux associations qui n'avaient pas participé à la concertation organisée à Bucarest.

Concernant le premier pilier il a été rappelé les positions communes:

- les paiements doivent être plus justes/équitables
- de nombreux rapports et discours ont souligné la nécessité de trouver de nouveaux critères d'objectifs pour la répartition des paiements
- le principal objectif des paiements directs doit être d'assurer un revenu décent aux agriculteurs et de rémunérer les biens publics qu'ils procurent à la société.

Suites aux discussions des participants une représentation de la maquette pourrait être la suivante

### Plafonnement

Contractualisation éventuelle	Complément d'attribution sur une base volontaire, aides « agri-environnementales »	Critères de durabilité, montant variable selon le niveau d'engagement
Socle de base commun	Aides « agri-sociales » modulées ou non selon le niveau de vie moyen des EM Possibilité de pénalisation en cas de non respect de règles communautaires environnementales ET sociales	Critère: nombre d'actifs

Le critère lié au nombre d'actif n'est pas un critère évident. Pour mettre en évidence cette complexité, Emmanuelle Thonnat nous a présenté des ratios comparatifs entre la France et la Roumanie tirés de son travail de recherche (disponibles sur le power point et sur demande dans son mémoire): comparaison des revenus nets par actif (avec et sans subvention) des agriculteurs avec le revenu moyen et le salaire minimum du pays. Ces analyses permettent de voir quels critères seraient favorables ou non à la France et à la Roumanie.

Les discussions ont ensuite porté sur les objectifs spécifiques pour la Roumanie parmi lesquels la nécessité d'une restructuration a été débattue entre les participants.

Regrouper les producteurs paraît une bonne solution du point de vue économique mais certains participants ont précisé que l'on risquait de perdre les bénéfices de la mosaïque agricole aussi bien du point de vue du

2 [http://ddata.over-blog.com/xxxxyy/3/61/24/65/ruralseuca/doc-de-synthese/CAP-review\\_shared-issues-between-France-and-Romania\\_08\\_2010.pdf](http://ddata.over-blog.com/xxxxyy/3/61/24/65/ruralseuca/doc-de-synthese/CAP-review_shared-issues-between-France-and-Romania_08_2010.pdf)

paysage que de la lutte contre les maladies et ravageurs mais encore pour la biodiversité des cultures. La discussion a ensuite porté sur les priorités, le paysage n'étant pas quelque chose de rémunérateur actuellement et ne nourrissait pas les paysans dans la structure actuelle du soutien à l'agriculture et face à un tourisme encore faiblement développé.

Il a été opposé à ces discussions à la possibilité de regrouper les aides, sans regrouper les parcelles: il a été donné l'exemple d'un village où les aides agro-environnementales (zones défavorisées de 200€/ha) ont été regroupées, soit 200 000€/an. Les villageois montent ensuite une assemblée pour décider ce qu'ils vont faire de cet argent, comment le répartir. Une des pistes étaient de créer un atelier de transformation en commun. Razvan Popa suit le projet pour la fondation ADEPT.

En étant regroupé de façon volontaire à l'échelle du village, on atteint une somme importante qui permet d'élaborer des projets de développement plutôt que de disperser des petits montants parmi les particuliers. On pourrait s'intéresser sur cette partie, à la politique agricole au Japon qui transmet une partie de l'argent individuellement et une partie à gérer par la communauté villageoise.

Sur les aides à l'hectare comme instituées en Roumanie, nous avons eu une discussion sur les éleveurs ovins en Roumanie qui paraissent avoir été particulièrement privilégiés sur la dernière période, quand les mairies ont accepté que ce soit eux qui touchent l'argent des pâtures communales qu'ils louent.

Concernant la répartition 1er pilier et second pilier, nous avons abordé les enjeux pour les deux pays principalement l'importance du maintien d'un premier pilier important aussi bien pour sa facilité d'absorption et de mise en œuvre. Mais la négociation du second pilier paraît pouvoir être plus facilement négociable et permettre un meilleur taux de retour du financement de la PAC. Cependant, il a été rappelé que l'augmentation du second pilier dans sa formule actuelle implique une augmentation des parts des co-financements nationaux et ainsi une forme de re-nationalisation de la PAC qui va à l'encontre de l'objectif de cohésion communautaire vu les différentes capacités de financement des régions et états.

L'axe 2 et son mode de gestion en Roumanie paraît pouvoir être intégré à l'axe 1, il supporte en effet aussi les revenus des agriculteurs. En Roumanie, il est en outre géré par l'agence APIA en charge du premier pilier.

## Débats suite à la présentation

Suite à la présentation nous avons invité les participants à s'exprimer sur ces questions, notamment les 3 agriculteurs alors présents.

La discussion est partie sur la comparaison entre les subventions reçues en Roumanie et en France. Les subventions roumaines sont plus faibles alors que le prix du blé est le même partout. Les distorsions apparaissent, selon cet agriculteur, aussi au niveau du parc de matériel agricole: la France est mieux dotée et donc son parc est plus fonctionnel alors que la Roumanie travaille avec un parc sinistré ou non adapté et doit faire face à une consommation de fuel plus importante et à de nombreuses réparations, ce à quoi se rajoutent des pertes de récoltes dues aux délais. Les coûts de production seraient donc plus importants. Enfin, c'est au niveau de la qualification que la dernière distorsion apparaît. La Roumanie ne forme plus que des ingénieurs mais plus de techniciens et il est donc de plus en plus difficile de trouver de bons tractoristes.

D'autres participants sont revenus sur les tableaux de la présentation pour montrer aussi au niveau des revenus moyens par pays que le coût d'un travailleur agricole n'est pas le même en France et en Roumanie. Il a aussi été souligné la nécessité de prendre en compte l'endettement des agriculteurs, sans doute plus importante en France qu'en Roumanie et qui pèse sur les budgets des agriculteurs.

Un autre agriculteur a rappelé que l'agriculture est la seule activité en Roumanie qui a encore du potentiel de développement et qu'elle devrait faire l'attention de toutes les priorités. Les paiements directs lui paraissent être une chose néfaste pour la Roumanie dans l'état actuel de répartition. Cela rendrait en effet la Roumanie une terre d'eldorado pour les entreprises étrangères et développerait la spéculation. Il n'est plus alors question d'agriculture mais de Buiseness. Ces entreprises emmènent l'argent en dehors du pays (il s'agit aujourd'hui 30% des terres par endroits). L'argent des subventions n'est pas réinvesti localement mais repart à travers les bénéfices dans les comptes des entreprises multinationales qui ne sont pas basées en Roumanie.

Dans le cas du matériel agricole, les machines viennent de l'Ouest et l'argent repart à l'Ouest, ce n'est pas le salaire du représentant qui fait la différence.

Une autre idée a été développée autour de la nécessité de cibler les petits agriculteurs, car ils consomment localement et feront donc tourner l'économie locale. Il faut des solutions pour les petits producteurs. En supermarché il avait été question de mettre un lieu pour les producteurs locaux. Où en est-on? (voir un article à ce sujet sur le site d'Ecoruralis [www.ecoruralis.ro](http://www.ecoruralis.ro))

Le mode de distribution des aides du premier pilier ne sont pas équitables, elles n'aident que les gros agriculteurs:  $1\text{ha} * 2\text{€} = 2$  on ne peut rien faire avec alors qu' $1$  millions  $\text{ha} * 2\text{€} = 2$  millions € et on peut refaire une ou deux fermes avec cette somme. Il faut alors une vie entière pour passer de très petites choses (marunde) à quelque chose de grand quand les grands doublent leur grandeur en très peu de temps.

Pour cela les agriculteurs présents préfèrent encourager les producteurs roumains à produire plutôt que de privilégier une part importante des importations alimentaires (80% des aliments vendus détaillés mais pas 80% des aliments consommés du fait de la correction par l'autoconsommation en Roumanie).

Le débat se décale ensuite sur la qualité des productions roumaines, de l'emballage au détail mais aussi pour les grossistes qui impliquent des pertes importantes et font perdre les marchés avec les supermarchés présents en Roumanie. Il est rappelé que l'importance n'est pas dans l'aspect des produits mais dans l'information donnée aux consommateurs, par exemple sur les pesticides utilisés. Si les gens connaissaient les produits utilisés dans leur alimentation ils ne feraient plus attention l'aspect et mangerait même des vers. La discussion s'est enfin terminée sur les difficultés d'installation des jeunes sans capital de départ. Enfin, les agriculteurs déplorent ne pas avoir été invité à discuter de la réforme de la PAC jusqu'à ce jour.

Concernant les évolutions à apporter à la PAC, les points suivants ont été discutés et jugés pertinents ou dignes d'approfondissement par le groupe :

Concernant le premier pilier :

- conditionner l'aide à une activité agricole minimale sur les terrains aidés (en plus du seul entretien des terres sur la base de la conditionnalité actuelle, par exemple avec un critère de production et/ou de commercialisation de produits agricoles);
- introduire un plafonnement des aides directes; tenir compte, pour ce plafonnement, du nombre d'actifs / ha présents sur l'exploitation;
- introduire davantage de critères de durabilité dans la conditionnalité (rotation des cultures, utilisation de la force animale, recours aux énergies renouvelables, autonomie en protéine/élevage à l'herbe);
- complément de l'aide directe en fonction du mode de production, permettant d'introduire un niveau intermédiaire entre l'agriculture biologique et l'agriculture conventionnelle, par exemple en se basant sur le référentiel de l'agriculture raisonnée.

Concernant le second pilier :

- faciliter l'investissement sur le matériel de traction animale;
- subventionner la formation initiale agricole et non uniquement la formation continue.

Transversales :

- la simplification administrative des démarches, ce qui se traduit potentiellement par un nombre de contrôles plus important;
- la mise en place d'un service d'information minimum sur les mesures financées par l'UE, géré par la Commission européenne.

Ce type de rencontre est à la fois l'occasion de renouveler une réflexion de fonds sur les besoins et les mesures envisageables tout en favorisant la mise en relation d'acteurs à des niveaux différents de perception de la réalité agricole et rurale.

En ce sens, elles sont indispensables mais le temps qu'elles exigent ne permet pas d'envisager de les réaliser de façon trop fréquente.

# Mini enquête marché

Cette enquête a été menée dans le but d'une part de mettre à plat certains points de désaccords entre chercheurs ou de vérifier des mythes récurrents dans la recherche mais aussi dans un but pédagogique auprès des ONG et des institutionnels sur la construction d'un questionnaire et la relation à la personne interrogée.

Les points vérifiés ont donc été les suivants:

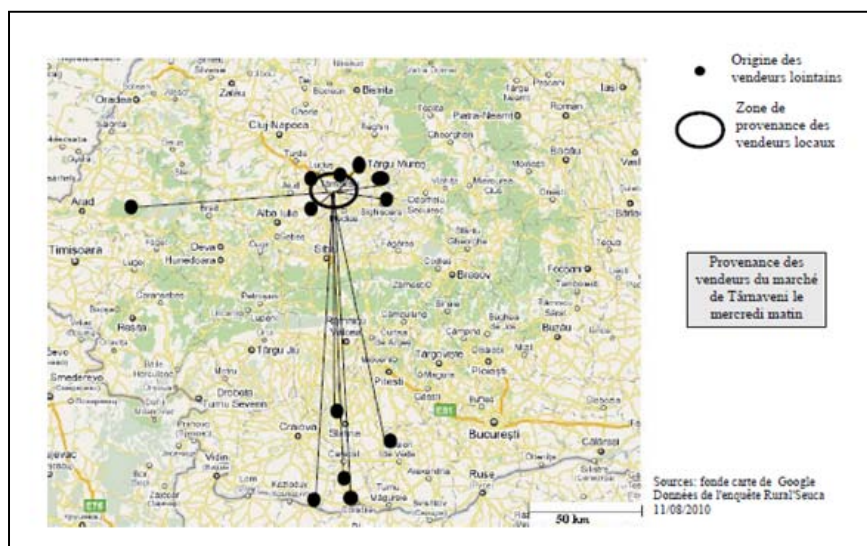
- niveau de connaissance des politiques agricoles, source d'information
- niveau d'organisation (association, entraide) et raisons de la (non)coordination avec d'autres
- niveau et nature des taxations des petits producteurs présents sur le marché
- relation et positionnement avec les supermarchés
- évaluation de la pérennité de l'exploitation et succession prévue

49 vendeurs ont ainsi pu être enquêtés sur un total d'un peu plus de 100 tables sur le marché. Les résultats feront l'objet d'un article commun dans un futur proche. Voici cependant une première illustration au travers de la provenance des vendeurs:

Les premières lectures des résultats mettent aussi en évidence deux autres points importants concernant d'une part l'accès à l'information, d'autre part les taxations dont il font l'objet:

- La grande majorité de personnes interrogées tirent leur informations de la radio ou de la télévision, ils sont encore très peu nombreux à avoir recouru à un service de conseil agricole ou de consultant.
- Les producteurs sont aussi très concernés par le prix des locations (table) pour l'accès au marché- Le prix payés à la collectivité locale sont importants pour eux et augmentent d'années en années, il trouvent qu'il est de plus en plus difficile de retirer du profit dans ces conditions. Les coûts de location s'élèvent à xx Ron par an soit près d'un demi salaire moyen.

L'enquête comporte encore de nombreuses données intéressantes qui sont encore en cours d'analyse.



# Evaluation du séminaire

Un retour a été demandé aux participants concernant la tenue de ce séminaire et dans le but final d'évaluer si nos objectifs de départs avaient été atteints.

50% des répondant n'avaient pas participé au premier séminaire à Saschiz, ce qui indique que ce réseau est en expansion. A peu près tous les répondants, (> 90%) sont d'accord ou fortement en accord avec le fait qu'ils ont fait des rencontres riches professionnellement et qu'ils vont contacter ces personnes en dehors de la structure de Rural'Est, ce qui répond aux objectifs de créer et maintenir du capital social entre les individus de différentes institutions. Ceci étant aussi construit sur le social capital de la première rencontre: Rural'Saschiz, au travers de l'utilisation du groupe google créée lors de cet événement (partage d'information et félicitations saisonnières).

100% des répondants disent attendre un prochain évènement organisé par Rural'Est, et qu'ils recommanderaient un tel événement à leur collègues.

Rural'Est n'a pas peur non plus d'apprendre de ses expériences et des retours négatifs. Le séminaire n'a pas permis en effet que tous les participants repartent avec le même niveau de compréhension sur tous les points concernant la PAC (en partie du au différences d'origines institutionnelles et de formations). To contrecarrer cette difficulté dans les prochains séminaires, les participants recevront un dossier en avance contenant une liste de documents et instructions. Nous avons en outre reçu une longue liste de thèmes attendus dans les prochaines rencontres que nous souhaiterions mettre en place dans les deux prochaines années.

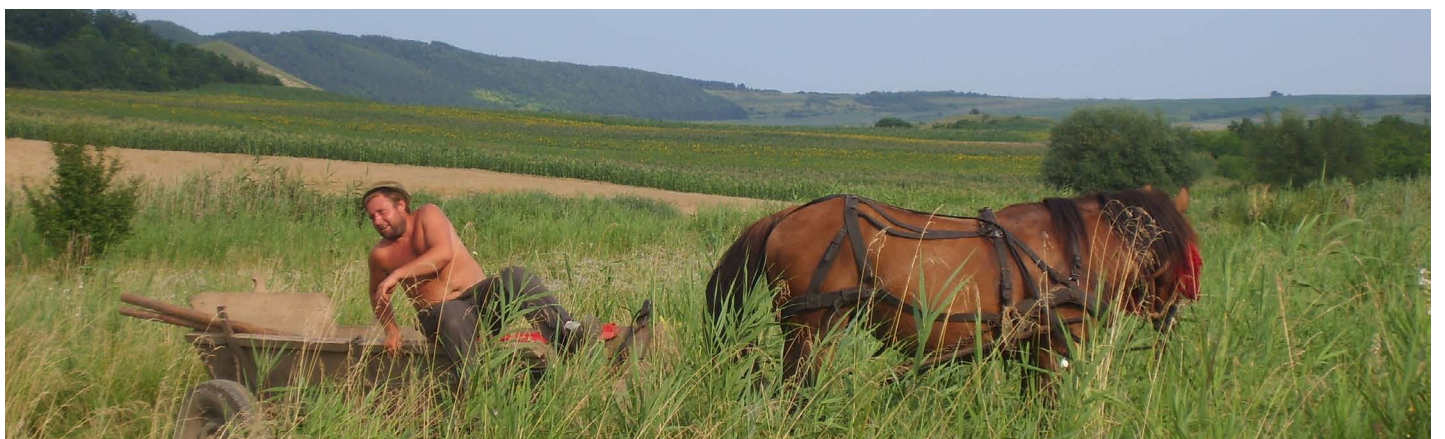
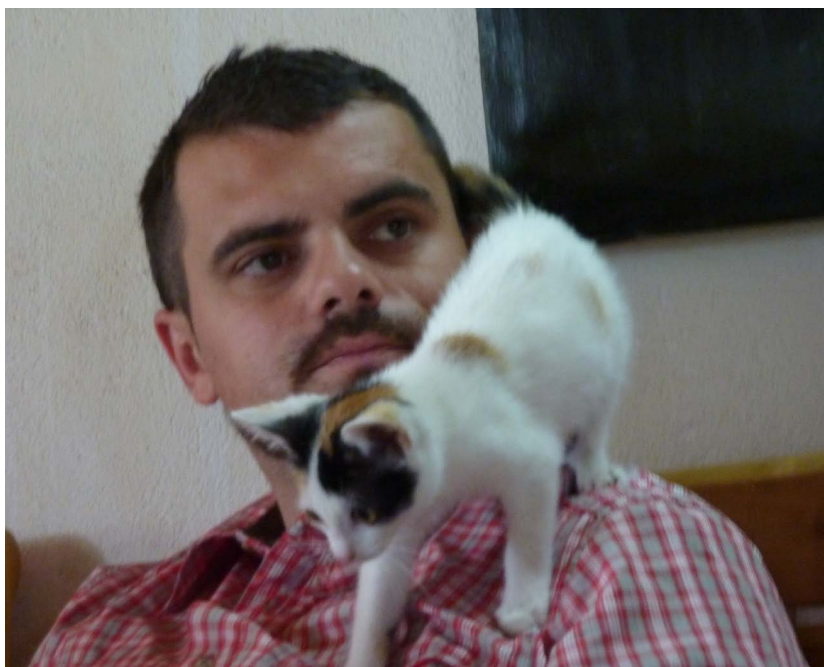
## Quelques citations des participants à propos du séminaire

*Ce type de séminaire est très utile du fait de on approche interdisciplinaire: différente sorte d'activités et de participants avec différentes expériences. Il représente une opportunité de vrai interactions entre académiques, politiques et opérateurs locaux (i.e. agriculteurs).*

*Rural'Seuca a été une excellente occasion de discuter sur des problématiques importantes pour l'agriculture et le développement rural en Roumanie en ayant la chance d'être dan le même temps dans un très bel environnement rural et en interagissant avec la communauté rural de Seuca.*

*Une opportunité rare de réunir de façon croisées des disciplines impliquées dans des travaux sur le développement rural, académique/agence gouvernementales/ONG, tous représentés par de vrais experts.*

*Ce type d'initiatives est indispensable dans un monde où les décideurs doivent travailler ensemble avec la société civile et échanger avec des personnes connectées à différentes types d'informations (perception générale de la population, analyse structurée de la recherche, perception informée des ONG de terrain). La création de réseau est aussi très importante, surtout en Roumanie, où les informations ne sont pas encore très bien centralisées ni mise à disposition du public.*





# Annexe: Présentation des participants

*Il y a eu sur les 3 jours de séminaires 31 participants, nous en ferons une présentation brève ici et renverrons à leurs institutions pour plus de détails sur leurs activités.*

## ONG

**Philippe Barret**, français en déplacement en Roumanie, a participé à ces rencontres de fait de son implication dans le processus ARC : Agricultural Convention pour la société civile ([www.arc2020.eu](http://www.arc2020.eu)). ARC, est un processus de consultation vers une communication commune à l'attention de la commission européenne. Il fonctionne sous forme d'une plateforme simple et ouverte où des personnes ou des groupes de différents horizons peuvent porter leurs idées et besoins en terme de développement durable.

Le processus a été lancé suite au constat que la commission et les parlementaires sont très ouverts aux organisations représentant des petits groupes ou la société civile pour ouvrir leur représentation face aux pressions des lobbies importants.

L'idée finale est de construire un consensus pour une déclaration commune. Des rencontres sont prévues à Bruxelles et dans l'Ouest de la France pour travailler sur cette déclaration commune. L'issue est cependant pas encore certaine.

Par ailleurs, Philippe était présent en Roumanie car il commence un projet pour son association Geyser ([www.geyser.asso.fr](http://www.geyser.asso.fr)) en partenariat avec l'association Civitas à Odorheiu Secuiesc sur les connaissances environnementales des fermiers. Il s'agit d'un projet autour des vergers en France, Espagne et Roumanie. Geyser est par ailleurs membre de Forum Synergies ([www.forum-synergies.eu](http://www.forum-synergies.eu)) qui est un réseau européen pour le développement durable, composé de citoyen engagés dans des projets de développement durable dans leur région et est donc très localement basé.

**Barbara Knowles**, biologiste, a longtemps travaillé dans la mise en place des politiques publiques au Royaume Uni et a fondé récemment une fondation qui soutien entre autres le travail de l'association Pogany Havas.

**Gergely Rodics**, vient de Budapest et vit depuis 4 ans en Transylvanie où il travaille avec Pogany Havas (<http://poganyhavas.hu/>). L'association travaille sur une petite région de Transylvanie dans laquelle elle mène des projets liés au tourisme, à l'architecture et la protection du patrimoine, à l'agriculture. L'association s'est aussi lancé dans le processus LEADER plus récemment.

**Szusza Friss et Imre Veress** sont tous deux permanents de l'association Focus Eco Center basée à Târgu mures (<http://www.focuseco.ro/>). Szusza a repris le projet « Mincare din sursa sanatosa » qui est un projet permettant de rapprocher producteurs et consommateurs avec une commande par Internet et un jour de livraison dans les locaux de l'association. Ils réunissent actuellement 2à producteurs. Imre travaille lui sur un projet touristique autour de la route du sel entre Târgu mures et Praid.

**Nathaniel Page et Razvan Popa** sont respectivement directeur et permanent de la fondation ADEPT ([www.fundatia-adept.org](http://www.fundatia-adept.org)). Ils travaillent sur l'agriculture et la conservation de la biodiversité. La fondation est d'ailleurs à l'origine d'un séminaire en septembre 2010 à Sibiu sur les HNV.

**Mihaela Tuerk et Tibor Hartel** sont deux permanents du Mihai Eminescu Trust (MET, [www.mihaieminescutrust.org](http://www.mihaieminescutrust.org)); association basée en Transylvanie depuis 5 ans en Transylvanie qui travaille sur la protection et la régénération des villages roumains. Tibi travail particulièrement sur le management du paysage.

**William Blacker**, est auteur de roman et vit depuis plus de 1à ans en Transylvanie dans un village retiré où il promeut la protection du patrimoine.

**Les associations absentes** (principalement pour accompagnement des GAL dans la rédaction des stratégies):

APIVS, Association de Prietenie Ille et Vilaine, Sibiu: [www.apivs.ro](http://www.apivs.ro) .

Alba Afroda: [www.afroda.ro](http://www.afroda.ro) .

Agrom, [www.agromro.ro](http://www.agromro.ro) .

Asociatia Judeteana Montana Mures: AJDMM .

Ecoruralis: <http://www.ecoruralis.ro> .

## Agriculteurs

**Daniel et Ana Alexa**, sont deux jeunes agriculteurs de la région. Après un passage en tant qu'animateur dans une association franco-roumaine, ils ont monté leur ferme avec l'appui d'agriculteurs hollandais. Ana à présent aussi consultante dans le domaine de développement territorial. Leur ferme compte 80 vaches laitières et ils vont développer prochainement une activité d'agro-tourisme avec l'aide des fonds européens.

**M. Vegh**, est l'ancien maire de Ganesti. Il est aussi agriculteur sur une petite surface qu'il travaille avec son propre tracteur. Il possède aussi un moulin dans le village. Il tente depuis la fin de son mandat de rassembler les agriculteurs, surtout ceux ayant des vaches laitières, mais nous présent aussi les difficultés que cela sous entend dans un contexte où les incertitudes sont encore importantes.

**Levente et Sandor Czirmoi**, père et fils sont des agriculteurs vivant au village. Le père est représentant chez un grand vendeur de matériel agricole dans la zone. Il a effectué une pré transmission envers son fils qui s'est installé avec la mesure 121 du second pilier. Le père a lui déposé un dossier sur une partie restante de l'exploitation pour la mesure 141 de semi-subsistance. L'installation du fils a permis à l'exploitation de se doter d'une machine moderne pour fabriquer des briques de pailles pour la combustion.

**Tibor Ghib et Vasile Puscas**, ont été nos chauffeurs de charrette pendant la visite de terrain. L'un est berger mais réalise aussi beaucoup de prestation de transport avec sa charrette pour les habitants du village. Tibi fait lui partie d'une ferme de semi-subsistance, il travaille à l'extérieur mais est travaille pendant les périodes de travaux plus importants (foins et récoltes). Il aimerait monter un élevage de faisans mais n'a pas trouvé les moyens financiers pour monter son projet, il se trouve en effet en dessous du seuil de 6 UDE pour l'insertion dans le programme d'installation des jeunes agriculteurs.

Iancu, est le berger à qui nous avons rendu visite en estive. Il a près de 300 moutons et vend la plupart de ses fromages au marché de la ville voisine.

D'autres agriculteurs auraient dus nous rejoindre mais le beau temps les a conduit à préférer faire leur récolte!

## Recherche

**Krystyna Larkham** est doctorante à l'Imperial College de Londres. Elle travaille sur une problématique qui lie la conservation de la biodiversité dans les zones de pâtures et les prairies de fauches en Roumanie et le système de production mais plus particulièrement la succession des exploitations agricoles. Elle est accueillie pour réaliser ses travaux de recherche par la Fondation ADEPT, basée à Saschiz dans le judet de Mures. Elle est membre active de Rural'Est depuis 2007 et co-organisatrice des deux évènements menés en Roumanie en 2009 et 2010.

**Marie-Luce Ghib**, est doctorante au CESAER de Dijon en co-tutelle avec l'Université du Banat à Timisoara. Elle travaille dans le cadre de sa thèse sur la « Transformation des structures agricoles de production en Roumanie et l'évaluation des politiques d'accompagnement ». Elle est co-fondatrice de Rural'Est avec Catherine Darrot et co-organisatrice des deux dernières rencontres en Roumanie.

<http://www2.dijon.inra.fr/esr/pagesperso/ghib/index.htm>

**Liviu Totalecan** est socio anthropologue et fait parti de l'Académie roumaine à Cluj.

**Monica Tudor**, est en doctorat et chercheur associé à l'Institut d'Economie Agraire (IEA, [www.eadr.ro/](http://www.eadr.ro/)) à Bucarest. Le sujet de sa thèse porte sur l'évolution de la structure sociale en Roumanie en période de transi-

tion. Elle participe par ailleurs à des projets de recherche de l'institut dont notamment les recherches de terrain dans la région d'Hateg.

**Lucian Luca**, chercheur à l'IEA travaille plus particulièrement sur les structures agricoles et les politiques publiques. Il est en outre membre du Think tank CRPE ([www.crpe.ro](http://www.crpe.ro)) en Roumanie.

**Cornelia Alboiu** nous vient aussi de l'IEA où elle travaille plus particulièrement sur les marchés des légumes. Elle est en outre impliquée dans le programme de suivi des prix agricoles « Agronet ».

**Francesca Regoli** est doctorante et chercheuse associée à l'université de Bologne. Elle travaille pour sa thèse sur le tourisme rural et le rôle des agriculteurs et des réseaux locaux dans les Maramures. Son université est très investie dans les partenariats avec les Balkans et a notamment développé une plateforme de ressource: [www.pecob.eu](http://www.pecob.eu).

**Mihaela Stanciu** et **Amalia Pavelescu** sont toutes deux chercheuses et enseignantes à l'Université Lucian Blaga de Sibiu, faculté d'Agromontagnologie et respectivement d'Anthropologie. Elles travaillent sur l'agrotourisme, l'alimentation animale mais aussi sur les ressources des zones rurales et forestières. Par ailleurs, Mihaela est membre de l'association sylvicole départementale.

**Marc Lostou**, est anthropologue et travaille sur les phénomènes de communautarismes dans les zones rurales roumaines.

## Institutionnels

**Marina Neagu**, travaille au PNUD à Bucarest. Elle a une formation en économie et développement régional et nous accompagne pour faire le pont entre zones rurales agricoles et approche sociale et de la société civile dans un plus grand ensemble.

**Gilles Datcharry**, est conseiller français auprès du ministre de l'agriculture roumain. Il a particulièrement développé sa compétence sur les aides d'Etat et le secteur apicole et des produits traditionnels, mais suit de façon plus générale tous les sujets d'actualité du ministère.

**Cora Motoc**, est conseillère de Jeremy Staniforth, lui-même représentant du Prince Charles en Roumanie. Ils sont rattachés au bureau de la haute représentation pour le développement durable (créé en mai 2009), sous l'égide du premier ministre. Ce bureau est en charge du développement de la région des Carpates. Leur rôle est principalement de l'animation interministérielle sur les questions de développement durable.

**Pierre Schwartz** et **Emmanuelle Thonnat** sont respectivement conseiller agricole et stagiaire au service économique de l'Ambassade de France. Ils ont réalisé ces 6 derniers mois un travail approfondi sur la prise en compte d'un indicateur d'emploi pour la mise en place des aides du premier pilier et les implications pour la France et la Roumanie.



[www.ruralest.eu](http://www.ruralest.eu)